Regard interculturel sur les particularités lexicales du français d'Afrique

Pierre Dumont

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/trema/179>

DOI : 10.4000/trema.179

ISSN : 2107-0997

Éditeur

Faculté d'Éducation de l'université de Montpellier

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2008

Pagination : 75-86

ISSN : 1167-315X

Référence électronique

Pierre Dumont, « Regard interculturel sur les particularités lexicales du français d'Afrique », *Tréma* [En ligne], 30 | 2008, mis en ligne le 01 novembre 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/trema/179> ; DOI : 10.4000/trema.179

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tréma

Regard interculturel sur les particularités lexicales du français d'Afrique

Pierre Dumont

- 1 Oser parler du « français d'Afrique » semble tenir aujourd'hui encore, dans certains pays africains, de la provocation. Dès 1979, dans la préface qu'il rédigea au *Lexique du français du Sénégal*, L. S. SENGHOR refusa ce titre auquel il préférait celui de lexique du français **au** Sénégal.
- 2 Entre 1979 et 2006, furent publiés de nombreux ouvrages sur lesquels nous nous fonderons dans cet article pour essayer d'y voir plus clair et pour répondre à la question suivante : en quoi les études lexicales portant sur les africanismes et sur la question de leur acceptabilité ont - elles pu faire évoluer l'image que se fait le locuteur citoyen africain de son français ? Nous nous appuierons essentiellement sur les trois ouvrages constituant la bibliographie du présent article.
- 3 C'est l'apparition de la langue - culture sur la scène des sciences du langage et de la didactique des langues, essentiellement du FLE et du FLS, qui retiendra ici notre attention à travers le prisme de l'émergence des français régionaux et de leur prise en compte par les systèmes éducatifs d'Afrique. *Les États généraux de l'enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone* qui se sont tenus à Libreville en mars 2003 ont permis de dégager les quatre thèmes suivants qui se sont imposés d'eux-mêmes lors de l'appel à contributions : 1) Le français et les langues nationales ; 2) Quel français enseigner ? ; 3) Quelle école ? Quels enseignants ? ; 4) Vers une vision africaine de l'école.
- 4 C'est donc le thème n° 2 qui retiendra ici notre attention de didacticien à la croisée des sciences du langage, des sciences sociales et de l'interculturel. La question de la nature du français à enseigner, c'est - à - dire de sa définition et des modalités de son appropriation tient, d'abord, aux politiques linguistiques et aux actions liées à celles-ci dans les domaines de l'aménagement et de la planification. Nous laisserons volontairement de côté la problématique des rapports entre le français et les langues nationales au sein des

systèmes éducatifs pour nous consacrer à la nature, pour ne pas dire à la « qualité » du français à enseigner. Mais cette orientation didactique très particulière ne doit pas nous faire oublier que les États généraux de Libreville ont été ceux du « partenariat linguistique » défini par le Secrétaire général de l'OIF, le Président Abdou DIOUF, qui présidait cette importante réunion. Dans son discours de clôture, le représentant de la Francophonie institutionnelle souhaite que « *L'Afrique francophone ordonnance l'interculturel et le dialogue des cultures au lieu de donner libre cours à un mélange de parlers aux contours mal définis* ».

- 5 Dans la suite de son discours, le Secrétaire général précise sa pensée et formule le vœu que « *L'humanisme de la Francophonie quitte les hauteurs de la théorie et de l'utopie pour émerger et s'incarner dans le réel* ».
- 6 Et c'est à ce moment - là que le concept de partenariat prend toute son ampleur, à la fois politique et linguistique, lorsque le Président Abdou DIOUF souhaite que les peuples d'Afrique adhèrent à une « Francophonie partagée en toute sécurité », ressentie comme l'affirmation d'une « identité spécifique » née de la coexistence de la langue française avec des langues africaines rétablies dans leur « rôle culturel et éducatif ». C'est à cette seule condition que seront creusées les nouvelles fondations de l'École d'Afrique, qui doit devenir un lieu d'échanges et d'interactions : « *Le temps du purisme élitiste est dépassé, il faut tourner la page et proposer de nouvelles normes prenant en compte les usages de bon aloi. Il y a un français d'Afrique ; il ne faut pas en avoir honte. Québécois, Belges et Romands font, sans complexes, usage du leur. Il faut lui conserver cependant sa structure et sa solidité* ».
- 7 Ce français d'Afrique, reconnu par L. S. SENGHOR dès la fin des années 70, n'est donc pas une invention de sociolinguistes, mais une réalité que nous allons maintenant prendre en compte en notre qualité de didacticien.
- 8 Maîtriser une langue ne se limite pas à maîtriser un système linguistique, c'est - à - dire un ensemble de règles de fonctionnement, mais bien à maîtriser des normes sociales, pragmatiques et rhétoriques nées de la valorisation des contextes sociaux et culturels qui sont ceux de l'élève, mais aussi, et avant tout, du citoyen africain à qui l'on impose l'officialité « statutaire » de la langue française. C'est dans cet esprit qu'a été élaboré le *Dictionnaire universel* présenté par sa coordinatrice, D. LATIN, au cours de la *Réunion régionale des pays d'Afrique de l'Ouest sur l'enseignement du français en Afrique francophone* (Dakar, 2002). Diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires sur tout le continent africain, cet ouvrage se fixe les objectifs suivants, tous en parfaite harmonie avec ce que l'on entend aujourd'hui par partenariat linguistique, même si l'on peut regretter que ce terme soit encore trop resté lettre morte depuis la clôture des *États généraux* de Libreville, comme vient de le rappeler le président de l'Association des professeurs de Français d'Afrique et de l'Océan Indien (APFAOI), Félix BIKOÏ, dans le n° 14 du *Français dans le Monde, Francophonies du Sud* (septembre 2007) :
 1. Expliciter les notions propres à l'Afrique et étrangères au système de référence du français. Il s'agit-là de ce que Ch. PUREN appelle le métaculturel, fondé sur l'acquisition et la transmission de spécificités des cultures « étrangères » pour certains locuteurs, mais pas pour tous évidemment. Le *Dictionnaire universel* prend en compte ces réalités, itinéraire obligé d'un travail d'appropriation du français par l'acteur social africain francophone. Cet objectif se réalise à partir de trois démarches lexicographiques convergentes : une approche sociologique fournissant à l'utilisateur des données de base sans lesquelles rien n'est possible ; une approche anthropologique qui permet d'aborder les questions de civilisation sous l'angle des réalités quotidiennes ; une approche

sémiologique qui aide à mettre en rapport les significations, les sens, les connotations. On remarquera que chacune de ces trois démarches peut se fonder, au moins partiellement, sur une comparaison ou si l'on préfère, sur une étude contrastive des réalités sociales et des valeurs symboliques auxquelles est confronté l'utilisateur.

2. Éliminer le caractère exogène des dictionnaires « franco-français » jusque-là seuls en usage dans les classes d'Afrique pour lutter contre l'insécurité linguistique. On se situe là en plein accord avec la définition du partenariat linguistique, comme la propose le Président Abdou DIOUF et au cœur de ce que Ch. Puren désigne sous l'appellation du « multiculturel », c'est-à-dire la construction d'un savoir vivre ensemble acquis à partir des trois approches interactionnelles précédemment inventoriées.

3. Transformer les représentations de l'apprenant citoyen africain sur ses propres valeurs culturelles à partir de ce type d'ancrage. On se retrouve là dans le domaine du « co - culturel », concept encore dû à Ch. Puren, aujourd'hui érigé en principe d'action collective pour l'élaboration d'une nouvelle culture commune née de l'éradication de l'ethnocentrisme.

4. Faire preuve de transparence vis - à - vis des différentes valeurs sémantiques attribuées à un mot en se situant par conséquent dans un mode « transculturel » constitué des valeurs universelles, celles de l'humanisme si cher à L. S. SENGHOR, l'un des pères de la francophonie.

Le travail accompli par les héritiers de l'équipe IFA dans l'élaboration du *Dictionnaire universel* à partir des données recueillies dans *l'Inventaire des particularités lexicales du français en Afrique noire* a permis de transformer l'ethnocentrisme normatif qui a trop longtemps plombé l'enseignement du français en Afrique en un véritable « pluricentrisme interculturel » auquel D. LATIN attribue les trois dimensions suivantes : linguistique, sémiologique et éducative.

- 9 Nous nous retrouvons là au cœur de notre problématique. En effet, la dimension linguistique est celle qui concerne la description d'un usage purement linguistique, correspondant essentiellement à la fonction référentielle, voire instrumentale, dévolue à la langue et, de ce point de vue - là, appartient bien au domaine de la didactique des langues la plus traditionnelle, dont il ne viendrait à personne l'idée de nier le caractère prioritaire, qu'on se situe en contexte de FLE ou de FLS. La dimension sémiologique consiste à savoir doter le signe linguistique de sa valeur sociale et culturelle. Enfin, au plan éducatif, la publication de ce *Dictionnaire universel* est de nature à remettre en cause la définition de « norme » encore en usage dans de nombreux pays d'Afrique refusant d'admettre la réalité sociale de l'apparition des normes endogènes. En effet, partout où il est utilisé, cet ouvrage de référence a joué son rôle de « légitimation d'un usage social » aujourd'hui donc en passe d'être officiellement reconnu et admis dans les pratiques scolaires. L'un des exemples fournis par D. LATIN au cours de son intervention lors du colloque de 2002 concerne l'emploi du mot « bol » en français du Sénégal. Les diverses acceptions de ce terme (« bol », « cuvette » ainsi qu'un certain nombre d'emplois métaphoriques comme « repas ») sont présentées dans le *Dictionnaire universel* selon une hiérarchie distinctive d'ordre morphosémantique entre variétés, de sens et d'emploi, en vue de rendre compréhensibles leurs relations et leur enchaînement (dans le cas de la métaphorisation) au sein du système linguistique objet d'apprentissage. Cette « règle de traitement », fondée sur la capacité métalinguistique du sujet parlant auquel les auteurs du *Dictionnaire universel* font confiance, s'applique ici en interculturalité français standard / français d'Afrique mais pourrait être généralisée à d'autres espaces francophones. Il ne s'agit donc pas d'africaniser, de régionaliser le français, mais de faire sa place à l'Afrique

en relativisant les autres références, dans le cadre d'un réel partenariat linguistique et culturel faisant du français la langue du locuteur acteur social africain.

- 10 L'ouvrage publié sous la direction de G. N'DIAYE - CORRÉARD en 2006, *Les Mots du patrimoine : le Sénégal*, est pour nous d'un grand intérêt car il est le dernier document, le plus récent et le plus riche à ce jour publié, portant sur l'appropriation lexicale du français par les Sénégalais. La première constatation qui s'impose aujourd'hui est que, pour ses usagers sénégalais, le français ne peut pas être considéré comme une langue étrangère. Apparaissent très nettement chez tous les locuteurs des phénomènes d'appropriation comme l'émergence d'une prononciation sénégalaise, se caractérisant par l'apparition de sons, voire de phonèmes, non répertoriés en français standard, comme le [r] apical ou le [x] graphié « kh » ou « x », apparaissant dans des emprunts au wolof comme « se xessaliser » (se décolorer la peau), déjà répertorié dans le *Lexique* publié en 1979. L'abandon du [r] apical au profit du [R] grasseyé du français standard est encore aujourd'hui l'objet de moqueries, le locuteur en situation d'hypercorrection étant traité de « toubab ». Au plan lexical G. N'DIAYE - CORRÉARD refuse l'idée qu'une norme exogène puisse s'imposer, mais constate que se dégage « une zone de consensus constituée par le fonds lexical commun et ayant à sa périphérie une zone de divergence contenant les particularités de toutes les variétés ». Cette constatation très pragmatique n'a pas empêché les auteurs de cet ouvrage de choisir une variété de référence, celle du *Petit Robert*, « sans négliger les autres sources disponibles, y compris, le cas échéant, l'expérience personnelle des chercheurs lorsque ceux-ci peuvent se réclamer de cette variété ». En réalité, il s'agit bien d'un ouvrage à caractère descriptif et non normatif, pouvant éventuellement être un jour exploité par les instances habilitées à « juger du bon usage » propre au Sénégal. Cet ouvrage, comme tous ceux qui l'ont précédé, ne va donc pas pouvoir être utilisé comme un outil de légitimation, contrairement au *Dictionnaire Universel* coordonné par D. LATIN, mais comme une source, certes très riche et très actualisée, attestant de la vitalité du français dans ce pays d'Afrique. Il nous reste donc à évaluer, en didacticien, le degré d'acceptabilité des africanismes (ou des « sénégalismes ») en prenant nos responsabilités et, surtout, en essayant de situer notre réflexion concernant l'appropriation de la langue française par ses locuteurs africains au-delà de la simple problématique lexicale.
- 11 C'est peut-être le *Lexique du français du Sénégal*, publié en 1979, qui nous fournit le premier exemple d'outil pédagogique au service de la résolution des questions, presque toujours restées sans réponses (on vient de le voir à travers le point de vue exprimé par G. N'DIAYE - CORRÉARD dans l'introduction de l'ouvrage qu'elle a dirigé et publié en 2006), posées par l'émergence d'une norme locale. Ce *Lexique* décrit, lui aussi, un usage qui existe et qu'on ne peut ignorer, même et peut-être surtout à l'école, d'autant que l'ouvrage de 2006 confirme la plupart des données statistiques et lexicales de celui de 1979. Les sénégalismes relevés dans ce dernier y sont classés selon leur origine, en emprunts ou néologismes, et les critères de sélection sont clairement exposés : fréquence, répartition géographique, répartition sociale et, enfin, innovation d'ordre référentiel. Ce qui est parfaitement nouveau et qui reste encore original à ce jour dans le *Lexique du français du Sénégal* est la manière dont est situé chaque usage régional. L'écart par rapport à la norme du français dit standard est mis en évidence et commenté dans des « pages roses » à visée non normative, non prescriptive, mais qui fournissent de simples références relatives à la nature de l'écart, de la différence entre l'usage franco-français et l'usage sénégalais. C'est ainsi, par exemple, que si le mot « chambre » apparaît dans la première partie du

Lexique, constituée par les pages blanches de l'ouvrage, avec son sens sénégalais de « pièce d'habitation », il réapparaît dans les pages roses avec son sens français de « pièce où l'on couche ». Il ne s'agit en aucune façon d'établir une hiérarchie entre deux usages, mais de faire prendre conscience à l'usager de la différence qui existe entre deux pratiques sociales. Cette explicitation du « sens étranger », pour reprendre une expression chère à R. GALISSON mais que, lui, réservait aux langues étrangères alors que nous l'appliquons ici au FLS, s'inscrit dans une action réflexive conscientisée qui devrait pouvoir s'intégrer dans l'appropriation d'une réelle compétence de communication. C'est ainsi que le *Lexique du français du Sénégal* est sans doute le premier ouvrage de ce type qui prenne en compte l'émergence d'un français portant la marque de la culture au sein de laquelle il se développe :

« Nous pensons qu'il importe avant tout de ne porter atteinte ni à la faculté d'accueil, ni aux mécanismes créatifs qui se manifestent dans le français au Sénégal et qui lui permettent d'exprimer les réalités africaines. Vouloir « purifier » ce français, vouloir le « corriger » pour le rendre « conforme », c'est, à coup sûr, détruire la souplesse qui lui a permis de se couler dans des réalités nouvelles. Et quand bien même on adopterait ces principes, va-t-on, pour les appliquer, interdire tel emprunt, bannir tel néologisme, imposer telle construction ?

À l'inverse, dans la fièvre créatrice qui caractérise le français du Sénégal, le risque existe, qu'il ne faut pas ignorer, de voir la fièvre l'emporter sur la création. Or une langue qui ne serait ni africaine ni française serait deux fois inutile : le français ne peut, ni ne doit, se substituer aux langues africaines.

Témoin de la rencontre de deux civilisations, le français du Sénégal peut contribuer à réduire le déséquilibre sociolinguistique et culturel existant actuellement entre la situation de la langue française et celle des langues africaines ».

- 12 Voilà donc, défini et illustré près de vingt ans avant qu'il ne soit lancé par Abdou DIOUF lors du VI^e Sommet de la Francophonie, celui de Cotonou (1995), le concept de « partenariat ». Certes, le français restera toujours, vraisemblablement, une « simple » langue de complément en Afrique, et c'est très bien ainsi, quel que soit son statut. La distinction idéologique que font encore aujourd'hui de nombreux sociolinguistes entre les fonctions « nobles » réservées à la langue officielle et les fonctions « basses » ou « inférieures » réservées aux langues vernaculaires ne change rien au fond du problème. En effet, jamais le français n'assurera en Afrique, pas plus que dans les départements français des Amériques (DFA), comme la Martinique ou la Guadeloupe, la transmission totale d'une expérience. Est-ce une raison, toutefois, pour réduire son rôle à celui d'un code impersonnel, destiné exclusivement à des échanges d'informations purement intellectuelles, administratives, scientifiques, techniques ? Français « universel » ne peut signifier français anonyme, langue de communication ne peut signifier langue dévitalisée. Or éliminer d'une langue tout élément expressif et affectif c'est la dessécher, la réduire à un schème, à un squelette. Dès 1974, dans un numéro spécial du *Bulletin d'information* (n° 7) du Centre d'Études de Linguistique Théorique et Appliquée (C.E.L.T.A.) de Lubumbashi, « Particularités actuelles du français d'Afrique centrale », W. BAL plaidait en faveur d'une attitude d'accueil. Des lexicographes avertis, comme le Belge A. GOOSE, directeur de la treizième édition du Bon Usage, ont alors proposé de mettre en place des critères d'acceptabilité :

1. L'utilité, d'ordre à la fois référentiel et expressif, concernant d'une part la simple dénomination des référents émergeant d'un environnement culturel et naturel suscitant de nouveaux besoins communicatifs, et d'autre part révélant des modèles rhétoriques particuliers issus d'un imaginaire collectif spécifique.

2. La conformation envisagée d'un point de vue intrinsèque (phonético - graphique, morphologique et lexicologique) et en fonction du degré d'efficacité de la communication, de son économie, de sa clarté. C'est ainsi qu'en français d'Afrique si l'emprunt vaut par son univocité sémantique, il se signale généralement, comme c'est aussi le cas très souvent en français central, par l'introduction dans la langue d'accueil de sons ou de graphèmes « insolites ». Mais pourquoi ne pas accepter le principe que le français d'Afrique s'est enrichi de phonèmes supplémentaires comme le [x] de « xala » (impuissance sexuelle temporaire en français du Sénégal, emprunt dû au célèbre cinéaste O. SEMBÈNE récemment disparu) ? Le français central n'a - t - il pas admis, depuis des générations, (la livre Sterling est connue depuis des siècles) le [ʃ] en finale des mots d'origine anglaise comme « footing » et « caravaning » ?
3. La vitalité, à la fois statistique, calculée en fonction de la fréquence et de la répartition, et productive lorsqu'un item se manifeste en tant que base de dérivation, de composition, c'est - à - dire lorsqu'il se caractérise par une grande richesse d'ordre sémantique donnant naissance à un vaste champ polysémique. C'est le cas, par exemple, du mot « boy » qui, en français d'Afrique, a donné lieu à un grand nombre de dérivés et de composés aux relents parfois colonialistes comme : « boy - blanchisseur », « boy - cuisinier », « boy - cale », « boy - de - chambre », « petit - boy », « boyerie », mais pas uniquement. En effet, encore une fois consulté, l'ouvrage publié en 2006 sous la direction de G. N'DIAYE-CORRÉARD atteste de la vitalité de cet item qui s'est encore récemment enrichi d'autres dérivés comme « boy - disco », « boy - Dakar », « boy - guerrier », « boytown » et beaucoup d'autres.
- 13 Si le chercheur didacticien préoccupé d'interculturel ne peut que se montrer attentif à cet aspect-là de la créativité lexicale caractérisant le français d'Afrique et faisant l'objet de nombreuses tentatives de catégorisations (critères diatopiques, diastratiques, diaphasiques, d'ordre productif, fréquentiel ou socioculturel), il ne peut en rester là dans son exploration du concept de partenariat.
- 14 C'est peut-être l'écrivain ivoirien A. KOUROUMA qui nous a fourni, le premier, l'occasion d'aller plus loin dans notre analyse du contenu et des implications de ce concept. Son écriture est à la fois le résultat d'un travail sur la langue et l'éblouissante manifestation de ce que représente la parole proférée en Afrique. Les censeurs francophones les plus exigeants peuvent aujourd'hui se réjouir. Pour la première fois peut-être dans l'histoire de la francophonie, un écrivain africain francophone a utilisé la langue française pour produire une parole dont on sait qu'elle a, en Afrique, une fonction magique, incantatoire et charismatique. Mais aussi une fonction de témoignage et de sauvegarde de la mémoire. Dans *Allah n'est pas obligé*, mais aussi déjà dans *Les Soleils des indépendances* A. KOUROUMA fait exploser la norme pour que ce qu'il appelle par autodérision son « blabla » puisse être lu par toutes sortes de gens : « La première chose qui est dans mon intérieur... En français correct, on ne dit pas dans l'intérieur, mais dans la tête. La chose que j'ai dans l'intérieur ou dans la tête quand je pense à la case de ma mère, c'est le feu, la brûlure de la braise, un tison de feu ».
- 15 Désormais, tout est bon, une fois rejetée la norme exogène, pour que la parole proférée soit entendue de tous, et peut-être d'abord de ceux à qui s'adresse en tout premier lieu le récit de cette terrible épopée de l'enfant soldat. A. KOUROUMA, vainqueur de son insécurité linguistique, promu écrivain par la force de son talent et la puissance de sa volonté à exprimer aux yeux du monde la misère d'un peuple oublié plonge avec nous dans le monde de la dérision et dans celui de l'humour le plus noir sans renoncer aux litanies incantatoires qui ponctuent son récit, comme chez les griots traditionnels.

- 16 Oui, merci Monsieur KOUROUMA d'avoir bien voulu utiliser ma langue pour exprimer votre monde, celui de l'extrême auquel je peux enfin avoir accès, par-delà les barrières dressées depuis des siècles par les admirateurs bornés de la norme académique française.
- 17 Ce monde, il transparait non pas à travers les mots expliqués ou inventés, les synonymes truqués ou les africanismes forcés. Non. Il est toujours présent et il affleure à chaque fois que l'Afrique émerge, à l'occasion d'un calque de proverbe traditionnel où s'exprime toute une culture populaire qui fait la richesse de l'auteur. C'est Seydou et Yacouba qui « mentent comme des voleurs de poulets » ; c'est la cruauté de l'enfant soldat, le « small soldier » en pidgin, qui « met une abeille vivante dans un œil ouvert » ; c'est la prudence des faibles habitués à « suivre l'éléphant dans la brousse pour ne pas être mouillés par la rosée » ; c'est l'explication cosmogonique de celui qui affirme « qu'on est toujours quelque chose comme serpent, arbre, bétail ou homme ou femme avant d'entrer dans le ventre de sa maman » ; c'est, enfin « Allah qui, dans son immense bonté, ne laisse jamais vide une bouche qu'il a créée ». En de rares occasions, le calque est développé sans que l'on puisse vraiment savoir pourquoi.
- « Dès que les chasseurs traditionnels et professionnels ont mis la main sur la région de Mile-Thirty-Eight, nous et le bonheur avons cessé d'être dans le même village ».
- 18 L'explication suit :
- « C'est comme ça disent (sic) les indigènes nègres noirs pour raconter que nous avons perdu le bonheur ».
- 19 On sent bien que l'explication n'est qu'un prétexte pour revenir une fois encore sur le sens profond du roman. *Allah n'est pas obligé d'être juste dans toutes les choses d'ici-bas* et le bonheur s'en est allé, laissant à l'écrivain griot la magie de son rythme incantatoire pour jurer, pour hurler et pour insulter Dieu :
- « Faforo (cul, bangala, sexe de mon père !) ; wallahé (au nom d'Allah !) ; gnamokodé (putain de ma mère) ; bâtard ! Sexe de mon père ! Allah est grand ! Allah koubérou ! Imprécations, incantations, insultes à Dieu et aux hommes : blancs toubabs et nègres noirs africains indigènes sauvages ».
- 20 Cette langue appropriée par un auteur francophone, c'est aussi la peinture d'un univers social dont A. KOUROUMA est si totalement imprégné qu'il ne pense même plus à l'expliquer à son lecteur. « Devins, féticheurs, charlatans, multiplicateurs de billets, grigri-man (au pluriel anglicisé « grigri-men »), brousse, case, écolage, palabre, seconde mère, hadji, grand boubou, circoncis, incirconcis, marabout, maraboutage, initiation, groupe d'âge, riz sauce arachide, sourate, faire pied la route, fromager, bissimilaï, franc CFA, canari » sont supposés assez connus, et légitimes, pour que toute référence dictionnaire, réelle ou inventée, soit désormais jugée inutile.
- 21 A. KOUROUMA, et c'est en cela qu'il est pour le didacticien d'une aide très précieuse, a toujours été obsédé par les dictionnaires. Pour lui, comme pour tous les locuteurs africains du français, le dictionnaire c'est le livre de la loi. Et la loi, c'est la norme. La transgresser par incompetence, parce qu'on ne maîtrise pas assez bien le français, c'est une véritable honte. Honte de révéler aux autres ses lacunes, ses carences, ses limites.
- 22 Mais avec *Allah n'est pas obligé*, A. KOUROUMA se libère enfin du carcan qui lui a été imposé depuis que tout enfant, comme des millions d'autres, il a franchi pour la première fois le seuil de l'école, de l'école en français. Son aventure intellectuelle et affective semble, malheureusement, ne pas avoir toujours été connue, voire comprise.

- 23 C'est ainsi que le 15 mars 2007 le journal *Le Monde* publie un manifeste annonçant la mort de la francophonie et prônant l'émergence d'une « littérature monde » :
- « Le temps nous paraît venu d'une renaissance, d'un dialogue dans un vaste ensemble polyphonique, sans souci d'on ne sait quel combat pour ou contre la prééminence de telle ou telle langue ou d'un quelconque « impérialisme culturel ». Le centre relégué au milieu d'autres centres, c'est à la formation d'une constellation que nous assistons, où la langue libérée de son pacte exclusif avec la nation, libre désormais de tout pouvoir autre que ceux de la poésie et de l'imaginaire, n'aura pour frontières que celles de l'esprit. »*
- 24 Ce texte n'échappe pas à la démagogie et à la provocation d'ordre publicitaire. En effet, il est impensable que ses signataires ignorent l'évolution de la francophonie entamée depuis plusieurs décennies. E. ORSENNA, lui - même, l'un de ses signataires, aurait-il oublié le chapitre qu'il intitula « Pour en finir avec le petit-nègre » dans *Besoin d'Afrique*, ouvrage qu'il co - signa avec C. GUILLEMIN et E. FOTTORINO en 1992 ?
- 25 La problématique de l'émergence d'une littérature francophone, totalement décentrée par rapport à la littérature française, a été clairement définie à maintes reprises, et notamment dans notre article intitulé « Allah n'est pas obligé, merci Monsieur Ahmadou KOUROUMA », publié en 2001 dans le n° 15 de la revue du CNRS *Le Français en Afrique* et auquel nous venons de nous référer.
- 26 Réduire, comme le fait ce manifeste, l'émergence d'une « littérature monde » à une simple « autonomisation » de la langue relève d'une analyse des plus superficielles. En effet, il s'agit bien de tout autre chose, à prendre en compte prioritairement par le didacticien en charge de la refondation des systèmes éducatifs. Il s'agit de l'émergence d'un sujet énonciateur francophone pour qui la langue française est à la fois l'expression d'une identité singulière et d'une identité collective.
- 27 Le français est - il donc un simple instrument ou, déjà, un lieu de construction des identités, un outil au service du citoyen ou simplement à la disposition d'une élite dirigeante, héritière directe de l'ancien colon ? Un moyen de développement ? Tous les observateurs se rejoignent pour souligner la nécessité de susciter une prise de conscience de la situation culturelle, didactique et politique du français. La question des rapports entretenus par le français avec les autres langues d'Afrique au sein des systèmes éducatifs a conduit le didacticien, depuis des décennies, à faire la distinction, non seulement au plan sociolinguistique, mais aussi et surtout au plan méthodologique, entre français langue maternelle, français langue étrangère et français langue seconde. Certains vont même jusqu'à affirmer que l'alternance codique, largement pratiquée au cours des activités méta - linguistiques en classe de langue, n'est plus à considérer comme une déviance à sanctionner, mais comme la manifestation d'une démultiplication des stratégies de communication utilisées même en milieu scolaire et jusque dans la classe. Ces éléments sont à l'origine de la singulière complexification de la mission dévolue aux enseignants africains tiraillés entre le normal, le normatif et le pédagogique. Il existe en effet une distorsion de plus en plus grande entre le français de l'école, ou plus exactement la représentation que s'en font les enseignants et ceux qui sont chargés aujourd'hui de les former et le français tel qu'il est pratiqué par les apprenants (comme par les enseignants eux-mêmes). Mais cette distorsion ne se limite pas au domaine linguistique. Elle déborde en effet largement sur le culturel, le social et le langagier dans la mesure où la langue française appartient désormais à l'environnement social « naturel » de l'apprenant africain.

- 28 La première question à poser aujourd'hui est évidemment celle de la place de la « formation traditionnelle » dans les systèmes éducatifs africains où, depuis le début de l'ère coloniale sauf pendant la brève période de Jean DARD au Sénégal, cette formation est tout simplement ignorée, c'est-à-dire qu'elle est implicitement voire explicitement péjorée. Une thèse de doctorat récemment soutenue à Montpellier III fait apparaître qu'en Sierra Leone, nombre d'élèves sont profondément perturbés par le fait que les structures scolaires non seulement ignorent, mais contredisent les règles de fonctionnement de la société traditionnelle, par exemple au niveau de la nomination des élèves et, plus généralement, du type de rapport qu'ils peuvent entretenir entre eux ou avec leurs enseignants en fonction de leur origine sociale ou religieuse respective. Mais ce qui est vrai de la Sierra Leone l'est aussi de tous les pays francophones. L'école ne tient jamais compte ni des acquis de la société dans laquelle l'enfant a grandi, pour ce qui est des règles d'éducation, ni des structures selon lesquelles cette société fonctionne.
- 29 Pour ce qui est de la langue française proprement dite, il nous apparaît que le terme d'appropriation n'est pas encore suffisamment compris. C'est encore, principalement, en termes d'interférences et d'analyses contrastives que raisonnent la plupart des praticiens, didacticiens et membres des corps de contrôle d'Afrique. Il s'agit, pour tous ces représentants institutionnels des systèmes éducatifs, de se poser en enseignants chargés d'évaluer des performances en fonction de règles relativement strictes (celles de la grammaire du français standard), même si l'on conçoit bien que certaines fautes n'auront pas le même statut en Afrique qu'en France, linguistique appliquée oblige.
- 30 Que faut-il entendre par appropriation du français de la part des locuteurs africains ? C'est de cette définition que devrait naître, au moins partiellement, une nouvelle didactique du français langue seconde.
- 31 L'intégration au français d'emprunts et de néologismes dus aux locuteurs africains constitue, certes, une première phase non négligeable dans l'approche du concept d'intégration linguistique. Cette phase a été matérialisée, en quelque sorte, par l'élaboration puis la publication de *l'Inventaire des particularités lexicales du français en Afrique noire* et plus récemment par celle du *Dictionnaire universel*. L'étude des modalités d'intégration au français d'emprunts aux langues africaines laisse entrevoir un début de processus d'autonomisation par rapport au français central.
- 32 Mais le phénomène de l'appropriation ne peut se réduire à cette seule intégration linguistique, même si l'on pressent déjà les problèmes soulevés par sa seule manifestation en discours, à l'oral comme à l'écrit. En effet, la présence, en français d'Afrique, de termes inconnus du français central (emprunts ou néologismes) n'est sans doute pas à mettre au compte de la seule innovation référentielle. Elle est également due, par-delà ces usances de mieux en mieux décrites par des observateurs de plus en plus avisés et expérimentés, à un usage social différent. Reconnaître ce fait, c'est accepter l'idée d'une francophonie plurielle, éclatée, reflétant des réalités sociales différentes. L'appropriation du français ne se mesure donc pas seulement à l'aune des marques d'intégration linguistique, mais à celle de l'acceptabilité sociale de ces créations dont force est de constater qu'elles sont en train de changer la langue française de l'intérieur. Les sens nouveaux ainsi répertoriés surgissent du contexte social et non plus spécifiquement écologique, spécifiquement africain. Les accepter participe donc de la nécessité d'adapter les systèmes éducatifs aux évolutions en cours, non seulement dans le fonctionnement de la langue française en Afrique, mais aussi dans celui des sociétés au sein de lesquelles elle est utilisée.

- 33 On peut donc affirmer que le cadre étroit de l'analyse linguistique qui a longtemps prévalu ne convient plus à une description du français d'Afrique qui devient réellement le français en Afrique : un français de moins en moins décalé par rapport à la culture africaine quotidienne, comme si l'écart chronologique traditionnellement constaté par les ethnolinguistes entre l'évolution culturelle et linguistique était en train de fondre pour permettre une meilleure adéquation entre langue et société.
- 34 C'est donc dans cet esprit qu'on peut parler d'une véritable appropriation du français par ses locuteurs africains, appropriation que les États généraux de Libreville ont largement contribué à faire prendre en compte par tous les acteurs des systèmes éducatifs. Comment ? En définissant une politique d'accueil en direction des usances ayant fait l'objet d'un relevé systématique, sinon exhaustif. Mais cette politique ne peut se réduire à l'établissement de listes de « particularismes », si riche soit-elle. En effet, c'est à travers leur propre visée que les locuteurs de la langue française en Afrique, quels qu'ils soient, l'utilisent et se l'approprient. On doit donc passer d'une conception différentielle, fondée exclusivement et implicitement (d'où le silence des décideurs) sur une hiérarchisation des usages accordant la primauté à la norme hexagonale, à une vision globale de la langue française, révélatrice d'une énonciation spécifiquement africaine.
- 35 Une simple mise en forme politique et éducative des normes du français est-elle suffisante pour préserver cette langue de l'implosion partout dans le monde ? Il est sans doute trop tôt pour le dire mais les perspectives actuelles n'inclinent pas à l'optimisme, tout au moins dans les zones où le français est langue seconde. En effet, le fossé entre le Nord et le Sud est dans ce domaine, encore plus profond que dans les domaines économiques ou politiques. À quelques exceptions près (comme au Mali par exemple où se met en place un programme d'éducation bilingue) rien ou presque n'a été fait de concret depuis les États généraux de Libreville (2003) pour rendre effectif l'enseignement et l'apprentissage des langues premières, ce qui fait que le français continue à garder son statut de langue imposée par l'école. Comment, dans ces conditions imaginer le développement systématique et contrôlé d'une norme à vocation identitaire, la seule qui puisse définitivement mettre fin à tout sentiment d'insécurité linguistique ? Enfin, peut-on encore ignorer aujourd'hui la nature des rapports existant entre une langue, quelle qu'elle soit et quel que soit son statut, et son mode d'appropriation ? De nombreux observateurs ont constaté que la complémentarité fonctionnelle, qu'on opposera à la complémentarité officielle qui souvent n'existe pas puisque les langues nationales africaines n'ont pas encore fait l'objet d'une réelle reconnaissance institutionnelle, (se traduisant par leur émergence dans les cursus d'enseignement) entre le français et les véhiculaires locaux est remise en cause, de manière très dynamique certes, par l'émergence des nouvelles représentations qu'ont les locuteurs africains du français. En effet, leur comportement linguistique donne à penser qu'une norme de référence non hexagonale, issue de l'existence de parlers populaires voire argotiques, de l'apparition de spécificités nationales, de la prise en compte de la variété interne (sociale et stylistique) et de la nécessité d'adopter son discours aux situations de communication est en train de naître.

BIBLIOGRAPHIE

- A.U.F. (1995), *Dictionnaire universel*, Paris, EDICEF.
- BLONDÉ, J., DUMONT, P., GONTIER, D. (1979) *Lexique du français du Sénégal*, Paris, EDICEF.
- I.F.A. (1988), *Inventaire des particularités lexicales du français en Afrique noire*, Paris, EDICEF.
- N'DIAYE, G. (2006), [sous la direction de], *Les Mots du patrimoine : le Sénégal*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines.

RÉSUMÉS

À l'heure où le concept de partenariat s'impose dans l'espace francophone, tant chez les décideurs et les didacticiens que chez les acteurs sociaux, il nous a paru utile de faire le point sur l'émergence d'une norme endogène du français en Afrique. Le temps est venu de répondre à la question posée à Libreville en 2003 : quel français enseigner ? En quoi consiste sa régionalisation ? Se réduit-elle à des listes d'emprunts et de néologismes ? Conduit-elle les décideurs à imposer aux enseignants la contrainte d'une norme exogène ? Ou bien va-t-on, enfin, faciliter l'appropriation du français par l'apprenant africain ?

At a time, now, when the conception of partnership is everywhere in the francophone space and became everybody's interest, the politicians, the didacticians and people themselves (the social speakers), it appears useful to us to review the emergence of a French standard speaking in situation that belongs to Africa. It's time to answer the question raised at Libreville in 2003 : what french to teach ? What is it local way of practice about ? Is it limited to a list of borrowed and created words ? Is it a way to lead politicians to force teachers to teach a standard french norm ? Or will the politicians finally get French learning easier to the African learner ?

INDEX

Mots-clés : partenariat, appropriation, interculturel, acteur social

Keywords : partnership, intercultural, social speaker

AUTEUR

PIERRE DUMONT

Directeur de l'ISEF. Université des Antilles et de la Guyane